

"L'AVENIR DU CHARBON ET LA CONCURRENCE ENERGETIQUE
DANS LA COMMUNAUTE"

Conférence donnée par Monsieur François Vinck,
le 9 décembre 1958, devant la Société Luxembour-
geoise "pro-énergie".

1. INTRODUCTION

Excellence, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à remercier votre Président de m'avoir invité à donner cette Conférence sur l'avenir du charbon et la concurrence énergétique dans la Communauté, précisément maintenant. En effet, l'évolution que nous voyons se dérouler devant nos yeux contient indiscutablement des éléments nouveaux dans la relation entre les diverses sources et formes d'énergie. Tous ceux qui se préoccupent de l'avenir économique, social et politique de notre vieux continent, doivent se pencher, avec beaucoup plus d'attention que dans le passé, sur le problème de l'approvisionnement en énergie. Il est de leur devoir de soumettre le résultat de leurs études et de leurs réflexions à l'opinion publique compétente, pour que celle-ci puisse en faire la critique ou en tirer les leçons. C'est dans ce sens que je vous parle.

Ayant eu l'occasion de traiter les problèmes de l'énergie sous ses multiples aspects depuis de nombreuses années, je crois être en mesure d'en faire une analyse, de déterminer la place du charbon, et d'indiquer les moyens pour maintenir à la houille produite dans nos vieux pays une place importante dans la couverture des besoins en énergie.

2 Je parlerai en mon nom personnel. Les considérations que je vais émettre et les conclusions que je vais soumettre à vos réflexions n'engagent en rien la Haute Autorité de la C.E.C.A.

A l'aube du Marché Commun, chacun doit être intéressé à savoir comment se présente la concurrence entre les diverses formes d'énergie et quelle est la place que l'on peut raisonnablement assigner dans cette concurrence au charbon de la Communauté. Telles sont les deux questions majeures dont je voudrais m'entretenir avec vous ce soir. Je vous présente mes excuses pour l'aridité et la sécheresse de l'exposé que je vais vous faire : la matière à traiter est noire comme le charbon et ses aspects actuels pour la production charbonnière sont très sombres. J'espère être en mesure de jeter quelque lumière dans cette obscurité.

2. CONSIDERATIONS GENERALES

Les problèmes énergétiques préoccupent les hommes depuis fort longtemps; mais ils ont pris, depuis quelques années, le caractère de problèmes fondamentaux de l'économie. La Révolution Industrielle du 19ème siècle s'est développée grâce aux combustibles solides (charbon, lignite); ceux-ci ont très vite représenté un immense potentiel à côté des ressources très limitées qu'offrait l'utilisation ancestrale de la force motrice de l'eau et du vent. La révolution industrielle s'est confirmée dans notre 20ème siècle, grâce aux combustibles solides et gazeux (produits pétroliers noirs et blancs, gaz naturel). Ces sources classiques d'énergie primaire ont connu de vastes prolongements par leur transformation croissante en énergie secondaire (gaz de houille, gaz de pétrole, hydro-électricité, et aussi thermo-électricité à partir de charbon, de lignite, de pétrole ou de gaz). Les emplois de l'énergie sont divers : chaleur, lumière, force motrice; un même produit, moyennant transformation, peut souvent servir indifféremment à l'une ou l'autre fin; certaines substitutions d'emploi sont donc possibles entre énergies d'origine différente.

Aux problèmes purement techniques que posait et pose encore l'utilisation à l'échelle industrielle des sources d'énergie, sont ainsi venus peu à peu s'ajouter, avec une insistance croissante, les problèmes typiquement économiques de la coordination entre énergies. Avant-guerre, déjà, ces derniers problèmes commençaient à se présenter sur le plan national.

Depuis la fin de la guerre, un ensemble de faits ont concouru à donner au problème de la coordination énergétique des dimensions toutes nouvelles. Une source neuve d'énergie primaire est à la disposition de l'homme : la fission de l'atome; selon la technique actuelle, elle ne sera utilisable dans l'industrie que dans quelque temps, et sous forme d'électricité thermo-nucléaire. Néanmoins, son apparition modifiera à terme les conditions de l'approvisionnement en énergie et contient des promesses formidables pour la "deuxième révolution industrielle" que nous devons dès maintenant prévoir et préparer.

J'ai toujours cru à la sagesse profonde de la formule "Gouverner, c'est prévoir". Je pense que le moment est assurément venu d'appliquer cette formule à l'ensemble de la Communauté. Pour bien gouverner, faisons donc de bonnes prévisions, à l'échelle atomique !

D'autre part, le marché mondial tend à s'organiser, surtout depuis la dernière guerre, en quelques vastes zones distinctes où puissent s'écouler les productions de masse de la technique moderne, caractérisée de plus en plus par la mécanisation, l'électrification, voire l'automatisation. Dans l'économie moderne de grands marchés, l'énergie apparaît, encore plus clairement qu'avant, comme un facteur essentiel de la production. Il n'est donc pas étonnant, en ce qui concerne l'Europe, que l'établissement progressif de la Communauté s'accompagne d'une prise de conscience de plus en plus nette de ce que doit être la coordination à long terme des diverses sources d'énergie. Des prises de conscience analogues se font jour aux U.S.A., en U.R.S.S. et en Grande-Bretagne.

3. LA POSITION ACTUELLE DU CHARBON DANS LA CONCURRENCE ENERGETIQUE

Dans ces conditions, quelle est aujourd'hui la place exacte qu'occupe en Europe le charbon considéré dans la concurrence avec les autres sources d'énergie ?

Pour apprécier cette place, nous pouvons commencer par rechercher quelle a été, en chiffres absolus, l'évolution de la consommation de charbon dans les six pays de la Communauté. J'attire votre attention sur le fait que, dans le tableau dont je vais vous parler,

figurent seulement les formes d'énergie primaire. Le charbon courant pour la production de gaz ou d'électricité est donc inclus dans la rubrique "houille".

Je m'en tiendrai aux chiffres des années les plus caractéristiques, en commençant à 1929 :

CONSOMMATION BRUTE D'ENERGIE DE LA COMMUNAUTE

	Combustibles solides			(Millions de tonnes équivalent)				
	Houille	Lignite	Ensemble	Combustibles liquides	Gaz naturel	Hydro-électricité	TOTAL	
1929	244,5	24,9	269,4	7,8	0	8,1	285,3	
1937	232,9	27,8	260,7	16,4	0	12,9	290,0	
1949	215,1	25,7	240,8	22,9	0,7	14,6	279,0	
1952	245,6	30,7	276,3	36,0	2,3	24,8	339,4	
1957	275,9	38,0	313,9	70,6	7,7	28,4	420,6	

En chiffres absolus, la consommation de combustibles solides s'est donc développée, de 1951 à 1957, au delà du niveau de 1929, mais après avoir connu un recul dès l'avant-guerre. Nous pourrions donc penser à première vue que la position du charbon tend à se maintenir ou même à s'améliorer au cours des ans. En fait, il n'en est rien, car la consommation globale d'énergie s'est développée dans une mesure beaucoup plus forte. Un examen basé sur les parts relatives des différentes sources dans la consommation d'énergie montre bien le recul relatif des combustibles solides :

CONSOMMATION BRUTE D'ENERGIE DE LA COMMUNAUTE (en %)

	Combustibles solides	Combustibles liquides	Gaz naturel	Hydro-électricité	TOTAL	
1929	94,5	2,7	0	2,8	100	
1937	89,9	5,7	0	4,4	100	
1949	86,3	8,2	0,3	5,2	100	
1952	81,4	10,6	0,7	7,3	100	
1957	<u>74,6</u>	16,8	1,8	6,8	100	

En 1929, le charbon (houille et lignite) jouissait encore, avec 94,5 %, d'une primauté presque absolue parmi les sources d'énergie. Depuis l'entre-deux-guerres, la part qu'il prend dans la consommation totale d'énergie tend à décroître d'une façon continue. Cette part a été, en 1957, de 74,6 %.

Nous assistons à une véritable modification de la structure énergétique au profit des produits pétroliers, tant ceux-ci réalisent des progrès continus et rapides.

Dans tous les secteurs où les charbons ou leurs produits secondaires assurent simplement la production d'énergie thermique, ils sont astreints à lutter contre les produits pétroliers noirs, voire contre les gaz liquéfiés de pétrole. La substitution croissante des produits pétroliers aux charbons-vapeur et domestiques s'accélère depuis la fin de la dernière guerre. Dans les six pays de la Communauté, la part des combustibles liquides dans la couverture des besoins totaux en énergie n'était encore que de 2,7 % en 1929 et de 5,7 % en 1937. En 1949, elle était déjà de 8,2 %. Au moment de la création de la Communauté, en 1952, elle était de 10,6 %. En 1957, elle a atteint 16,8 %. La percée des produits pétroliers sur le marché énergétique est générale dans les six pays. Elle s'explique non seulement par des raisons d'économie, mais aussi de propreté et de commodité. D'autre part, nous devons remarquer que la production et la distribution des produits pétroliers sont adaptées d'une manière très efficace aux exigences d'un marché mondial. Il est indéniable que la puissance financière des grandes sociétés pétrolières donne un tour particulièrement incisif à la pénétration de leurs produits sur notre marché.

A côté des combustibles liquides, nous voyons la place grandissante que prend le gaz naturel dans l'approvisionnement de la Communauté. L'exploitation s'en est fortement développée en Italie et en France depuis une dizaine d'années. La consommation de gaz naturel a décuplé pendant la période 1949-1957. Elle représente aujourd'hui 1,8 % de la consommation totale d'énergie de la Communauté et reste en rapide expansion.

Face à la poussée des combustibles d'origine pétrolière, l'énergie hydro-électrique apparaît aujourd'hui comme stationnaire, même en valeur absolue, après avoir connu une période de brillant développement jusqu'en 1954. La consommation de cette énergie a plus que triplé entre 1929 et 1954. Mais, depuis 1955, elle est pratiquement restée au même niveau (28 millions de tonnes équivalent). C'est ce qui explique que la part relative de l'énergie hydro-électrique soit passée en 1954 par un maximum de 7,4 % et soit retombée en 1957 à 6,8 %. Le coût croissant des installations hydro-électriques et la rareté de plus en plus grande des sites naturels favorables ne permettent pas d'envisager une expansion très rapide de cette forme d'énergie, d'autant plus que l'énergie nucléaire interviendra dans la production électrique.

Au total, face à la concurrence des autres sources énergétiques, il apparaît que la position actuelle du charbon doit se juger différemment selon les secteurs de consommation. Partout où le charbon ou les produits secondaires qui en dérivent sont utilisés comme source de chaleur, ils rencontrent une compétition très vive des produits pétroliers noirs.

Il apparaît cependant que les bas-produits de l'extraction houillère trouvent dans les centrales thermo-électriques des débouchés tout indiqués. Nous pouvons ainsi admettre que le charbon, sous cette forme, est susceptible de former, longtemps encore, la base de notre production électrique d'origine thermique.

D'autre part, le charbon occupe dans certains de ses usages et après transformation, une place que ne peut lui ravir le pétrole. Les secteurs où le charbon, en l'état actuel de la technique, trouve une utilisation spécifique sont ceux de la carbonisation (coke sidérurgique) et de la valorisation chimique (goudron, benzols, etc...). A remarquer que, dans la Communauté, le gaz de houille, de plus en plus produit dans des cokeries, jouit souvent de débouchés stables et solides vis-à-vis des gaz de pétrole (liquéfiés ou non).

Des considérations qui précèdent, il résulte que la position du charbon dans la concurrence énergétique est très différente suivant les catégories et sortes. Les fines grasses et trois-quarts grasses sont l'objet d'une demande intense, en vue de la cokéfaction; les classés et les criblés de ces catégories sont par contre soumis à la

concurrence du gas-oil dans le secteur des foyers domestiques. Les fines et classés demis-gras et maigres, employés comme charbon-vapeur, n'ont aucun usage spécifique si nous exceptons le cas des classés les plus maigres qui trouvent un écoulement dans le secteur domestique. Ces charbons industriels subissent fortement la compétition du fuel-oil lourd et extra-lourd. Les anthracites d'emploi surtout domestique sont plus ou moins exposés, selon les dimensions de leurs grains, à la concurrence du gas-oil léger qui s'exerce plus ou moins durement dans les différents types de chauffage. Les agglomérés d'anthracites constituent d'excellents combustibles domestiques, peu concurrençables. Quant aux schlamms, poussières et mixtes de toutes catégories, ils conservent la possibilité d'être utilisés dans les centrales thermiques.

Je vous demande de m'excuser une nouvelle fois de devoir vous servir toutes ces précisions techniques, mais nous payons tous notre charbon si cher que cela vaut bien la peine pour tout le monde de savoir à quoi s'en tenir !

4. EVOLUTION PREVISIBLE DES BESOINS GLOBAUX EN ENERGIE

En se basant sur l'évolution récente de la demande dans les divers secteurs énergétiques, la Haute Autorité s'est préoccupée depuis plusieurs années d'établir - à l'échelle de la Communauté - des prévisions à long terme, de façon à guider les intéressés.

Ces prévisions, publiées en 1957, constituent des estimations de consommation et de production relatives à la période 1955-1975. Elles ont été établies à l'aide d'un certain nombre d'hypothèses de départ qui, bien entendu, sont toujours affectées d'un coefficient d'incertitude. Les hypothèses de base sont les suivantes pour la période considérée (vingt ans) :

- augmentation de la population active de 10 %;
- doublement du produit national brut;
- augmentation de la production industrielle de 124 %;
- augmentation des besoins globaux d'énergie de 84 %, qui passeraient de 403 millions de tonnes équivalent, en 1955, à 740 millions de tonnes équivalent, en 1975.

PREVISIONS (en millions de tonnes équivalent)

	<u>1955</u> (réel)	<u>1965</u>	<u>1975</u>
Besoins d'énergie CECA	403	570	740
Production estimée CECA	<u>318</u>	<u>381</u>	<u>437</u>
Déficit	85	189	303
(idem, si l'énergie nucléaire se développe fortement)	-	111	161

Nous voyons que les ressources propres de la Communauté sont insuffisantes, en 1955 déjà, pour couvrir ses besoins d'énergie. Le déficit, de 85 millions de tonnes équivalent, semble destiné à augmenter au cours des années, jusqu'à atteindre 303 millions de tonnes équivalent vingt ans plus tard. En effet, si les besoins globaux croissent de 84 %, les ressources propres de la C.E.C.A. n'augmentent que de 37,5 % dans le même laps de temps, en ne tenant compte que des sources classiques d'énergie.

Si nous voulons évaluer ce que pourrait être au maximum l'effet à attendre de la mise en service de centrales nucléaires, il suffit de voir ce que donnerait l'application intégrale du programme des "Trois Sages" (15 millions de kW installés en 1965). Même dans ce cas extrême qui, aujourd'hui, apparaît à coup sûr comme improbable, le déficit énergétique de la Communauté serait encore de 161 millions de tonnes équivalent en 1975, c'est-à-dire près du double de celui de 1955.

L'ensemble de ces prévisions vient de faire l'objet, en 1958, d'un réexamen approfondi de la part de la Haute Autorité. Selon ces calculs très serrés, même si nous retenons l'hypothèse d'une exploitation maximum de toutes ses ressources propres, la Communauté restera importatrice nette d'énergie et le deviendra même chaque année davantage.

Ces chiffres parlent clairement par eux-mêmes, bien que, en tant que Directeur de la Division du Marché, j'aie parfois tendance à les considérer avec un certain scepticisme ... Néanmoins, je dois reconnaître que ce travail très intéressant a été fait avec tout le

soin imaginable par des gens très compétents. Voici donc, avec les réserves coutumières en pareille matière, les prévisions de la Haute Autorité, version 1958 :

CONSOMMATION INTERIEURE, PRODUCTION PROPRE ET IMPORTATIONS
NETTES D'ENERGIE PRIMAIRE

(énergie primaire classique sans énergie nucléaire)

(en Millions de Tonnes équiv.)

	1955	1960	1965	Tendance 1975
I. Energie hydraulique et énergie géo-thermique				
Consommation = production	13,7	16,5	19,9	24,6
II. Pétrole, gaz naturel, méthane				
Consommation intérieure	83,0	118,6	156,6	215,7
Production	<u>13,4</u>	<u>25,3</u>	<u>35,5</u>	<u>61,5</u>
Importations nettes	69,6	93,3	121,1	154,2
III. Lignite				
Consommation intérieure	28,3	30,6	35,2	40,1
Production	<u>26,1</u>	<u>30,9</u>	<u>35,4</u>	<u>40,3</u>
Importations ou exporta- tions nettes	2,2	0,3	0,2	0,2
IV. Houille				
Consommation intérieure	252,4	279,9	299,0	324,0
Production	<u>247,5</u>	<u>256,5</u>	<u>271,6</u>	<u>297,0</u>
Importations nettes	4,9	23,4	27,4	27,0
V. Tourbe (consommation = production)	0,6	0,6	0,6	0,6
VI. Total de l'énergie primaire classique				
Consommation intérieure	378,0	446,2	511,3	605,0
Production	<u>301,3</u>	<u>329,8</u>	<u>363,0</u>	<u>424,1</u>
Importations nettes d'éner- gie primaire classique	76,7	116,4	148,3	180,9

Additif

"L'AVENIR DU CHARBON ET LA CONCURRENCE ENERGETIQUE
DANS LA COMMUNAUTE "

Conférence donnée par Monsieur François Vinck,
le 9 décembre 1958, devant la Société Luxembour-
geoise "pro-énergie".

Il y a lieu d'ajouter au bas de la page 9, la remarque
suivante :

N.B. "En ce qui concerne l'énergie hydro-électrique et géo-
thermique, nous pouvons remarquer une appréciable diffé-
rence d'ordre de grandeur entre les chiffres du premier
tableau de la page 4 et le présent tableau. Cela tient à
la méthode de calcul. Dans le premier cas, on considère
que 1 kWh équivaut à 2.800 Kcal. et dans le second à
1.230 Kcal. Pour des explications plus détaillées, prière
de se reporter à la publication de la Haute Autorité :
"Structure et tendances de l'économie énergétique dans les
pays de la Communauté" (page 13 et suivantes)."

F. VINCK

De ce tableau fondamental, il ressort que, dans la meilleure hypothèse d'utilisation maximum des ressources propres, la Communauté verra ses importations nettes d'énergie classique primaire passer de 76,7 millions de tonnes équivalent en 1955 à 180,9 millions de tonnes équivalent en 1975.

Si nous examinons la situation par secteurs énergétiques, nous constatons que les combustibles liquides et gazeux naturels (pétrole, gaz naturel, méthane) se trouvent devant la plus forte expansion de la demande. La consommation intérieure de ces produits passera de 83,0 millions de tonnes équivalent en 1955 à 215,7 millions de tonnes équivalent en 1975. Les importations nettes de produits pétroliers représenteront 154,2 millions de tonnes équivalent en 1975 contre 69,6 millions de tonnes équivalent en 1955.

L'énergie hydro-électrique et géo-thermique verra sa consommation passer de 13,7 millions de tonnes équivalent en 1955 à 24,6 millions de tonnes équivalent en 1975.

La consommation de lignite s'accroîtra dans le même temps de 28,3 millions de tonnes équivalent à 40,1 millions de tonnes équivalent. La production de la Communauté suffira à ces besoins en expansion modérée.

Dans le secteur de la houille, nous pouvons prévoir que la consommation intérieure passera de 252,4 millions de tonnes en 1955 à 324,0 millions de tonnes en 1975. Même en faisant un immense effort dans le domaine de la production, les importations nettes de houille atteindront encore 27 millions de tonnes en 1975, contre 4,9 millions de tonnes en 1955.

Pour mieux faire ressortir comment se présentera à l'avenir la situation concurrentielle des combustibles solides vis-à-vis des autres sources d'énergie, voici un tableau exprimé en pourcentages.

En général, je me méfie des pourcentages, et j'ai de bonnes raisons pour cela. Si vous voulez bien me permettre d'évoquer une anecdote personnelle, je vous conterai l'histoire d'un fonctionnaire, très zélé d'ordinaire, qui se révéla un jour étonnamment distrait. Était-il pressé par l'urgence du travail ou rêvait-il

simplement aux joies de ses vacances prochaines, je ne sais; toujours est-il qu'il m'apporta, pour compléter un de mes dossiers, un magnifique tableau calculé par lui en pourcentages, qui tous se révélèrent archi-faux au premier examen. Il m'avoua par la suite que si certaines des statistiques de base dont il s'était servi pour ses calculs étaient bien exprimées en tonnes métriques, d'autres l'étaient en tonnes courtes de quelque 907 Kgs, ce dont il ne s'était nullement aperçu. Ne lui jettera la pierre que celui qui ne s'est jamais trompé dans ses calculs. Ceci dit, je tiens quand même à vous tranquilliser : le tableau que je vais vous présenter est entièrement basé sur des quantités métriques

PARTS RELATIVES DES DIFFERENTS SECTEURS DANS LA
CONSUMATION TOTALE D'ENERGIE PRIMAIRE CLASSIQUE (en %)

	<u>1955</u>	<u>1960</u>	<u>1965</u>	<u>1975</u>
I. Energie hydraulique et géothermique	3,6	3,7	3,9	4,1
II. Pétrole, gaz naturel, méthane	22,0	26,6	30,6	35,6
III. Lignite	7,5	6,9	6,9	6,6
IV. Houille	66,8	62,7	58,5	53,6
V. Tourbe (pour mémoire)	0,1	0,1	0,1	0,1
TOTAL :	100	100	100	100

Même en faisant abstraction de l'entrée en fonctionnement de centrales nucléaires, la part relative des combustibles solides dans la consommation interne de la Communauté continuera à décroître, tandis que celle des combustibles liquides et gazeux naturels ne fera que croître.

Des considérations, qui précèdent, nous pouvons tirer deux conclusions très importantes pour l'avenir du charbon de la Communauté. La concurrence dans le domaine de l'énergie en Europe occidentale se déroulera sur deux fronts principaux d'ici 1965,

année où l'énergie nucléaire sera susceptible de fournir une part assez grande de l'approvisionnement énergétique de la Communauté :

- d'un côté, le charbon de la C.E.C.A. devra être capable de supporter la concurrence du charbon des pays tiers;
- de l'autre, il sera exposé à la concurrence accrue du fuel-oil et du gas-oil dans les secteurs de consommation, mentionnés auparavant, où il ne jouit pas d'utilisation spécifique.

5. LA RATIONALISATION INDISPENSABLE DE L'INDUSTRIE CHARBONNIERE

La mission essentielle de la Communauté est de contribuer à l'expansion économique, au développement de l'emploi et au relèvement du niveau de vie. La ligne de conduite qu'elle doit impérativement adopter est de mettre à la disposition de l'économie des pays membres une énergie abondante, à des prix permettant aux industries transformatrices de vendre leur production accrue sur les marchés mondiaux.

Les ressources propres en énergie de la Communauté doivent donc être développées au maximum, mais dans la mesure compatible avec une saine exploitation et une rationalisation stricte. Dans le domaine charbonnier, cela signifie, qu'en tout état de cause, les mines les moins rentables devront, dans chaque bassin, s'adapter aux conditions nouvelles d'un marché largement ouvert sur l'extérieur.

Nous nous trouvons, à l'heure actuelle, en présence de mines peu ou pas du tout rentables. Ce sont celles qui, au cours d'un cycle économique, éprouvent des difficultés à couvrir leurs frais d'exploitation par leurs recettes propres.

Trop souvent, les producteurs, les travailleurs, ou même les Gouvernements, croient que la perspective de besoins charbonniers en hausse permet le maintien de toutes les mines, même peu rentables. C'est méconnaître la véritable position concurrentielle du charbon face aux autres sources énergétiques. C'est aussi sous-estimer l'effet véritable des exploitations non rentables sur l'ensemble de la production charbonnière et c'est surtout méconnaître la nécessité absolue pour le vieux continent de disposer d'énergie qui ne coûte pas beaucoup plus cher que l'énergie utilisée par les autres pays.

Les mines à faible rendement retiennent une main-d'oeuvre et les capitaux qui pourraient être employés ailleurs pour une production plus abondante et mieux adaptée aux besoins à long terme de l'économie. La gravité de la situation résulte du fait que les mineurs qualifiés et les capitaux susceptibles d'être investis dans l'industrie charbonnière sont en constante pénurie. Dans ces conditions, le maintien de ces exploitations non rentables diminue pour longtemps - au lieu de le maintenir ou de l'accroître - le potentiel productif de l'ensemble de la Communauté. D'autre part, et c'est très important, les mines les moins rentables présentent généralement les caractéristiques des mines les moins salubres et les plus dangereuses.

La notion de sécurité d'approvisionnement et l'argument des difficultés sociales sont de préférence utilisés par ceux qui veulent absolument maintenir en activité le maximum de sièges d'extraction.

Ils ne semblent pas se rendre compte qu'ils s'enferment ainsi dans un cercle infernal : coût exagéré de la matière première, disparition accélérée de l'acheteur, remplacement plus rapide du produit de la Communauté par le charbon importé ou par un produit de substitution, difficultés d'écoulement grandissantes avec répercussions considérables sur le mouvement de la main-d'oeuvre et, par conséquent, sur le coût. Par contre, en concentrant la production dans les entreprises à niveau élevé de productivité, on peut espérer se rapprocher le plus rapidement des objectifs du Traité :

- a) un approvisionnement aussi abondant qu'auparavant;
- b) une continuité mieux garantie de l'emploi;
- c) une sécurité accrue pour les travailleurs;
- d) une position concurrentielle améliorée vis-à-vis du charbon importé et des autres sources d'énergie.

Je trouve triste de devoir constater que patrons charbonniers et leaders syndicalistes se rencontrent toujours bras dessus, bras dessous pour demander le maintien des mines non rentables. Je peux concevoir que certains patrons, pour des raisons de situation personnelle ou d'intérêts financiers communs avec des organisations bancaires, par exemple, prennent position en ce sens, puisque les pouvoirs publics prennent généralement en charge les pertes, sous forme de subventions. Mais que des syndicalistes puissent avoir la même conception, je vous l'avoue franchement, cela me dépasse. Car dans une industrie faible, le syndicalisme est rarement fort.

La vérité d'aujourd'hui, c'est qu'on met la continuité de l'emploi de l'ensemble des mineurs de plus en plus en danger parce qu'on n'a pas le courage d'aborder de manière concrète le problème essentiel, c'est-à-dire de couper les branches mortes pour que l'arbre reste sain et puisse porter des fruits au bénéfice de l'expansion économique de nos six pays.

En fait, ce qui importe, c'est de prendre les décisions de fermeture qui s'imposent dans l'intérêt général de toute l'économie. Ces décisions doivent être prises de manière irrévocable, ce qui n'empêche pas d'en étendre l'exécution dans le temps. Il est possible ainsi d'éviter les répercussions trop pénibles sur le plan social.

6. LE PROBLEME SOCIAL DES MINES NON RENTABLES

D'ailleurs, on a toujours exagéré l'incidence sociale des fermetures de mines. Tel est le cas pour l'ensemble de la Communauté, et sûrement en Belgique, où le problème de certaines mines se pose avec le plus d'acuité. Vous m'excuserez de m'étendre un peu sur ce problème belge, qui me tient tellement à coeur.

Dans l'après-guerre, la question de la pénurie de main-d'oeuvre dans les mines n'a pas cessé de dominer le problème charbonnier belge.

La désertion de la mine par les ouvriers mineurs belges, qu'on a appelé la désertion des fils, a provoqué un appel massif à la main-d'oeuvre étrangère. Pour le travail du fond, les étrangers (52 nationalités, dont surtout des italiens, des espagnols et des grecs), constituent 59 % des effectifs.

L'instabilité de la main-d'oeuvre étrangère est bien connue. C'est ainsi que, dans certains charbonnages du Sud, la rotation du personnel peut atteindre et même parfois dépasser les 50 % sur une année.

Dans l'ensemble, au cours des dernières années, les immigrants nouveaux ont comblé, chaque année, des lacunes de l'ordre d'un huitième des effectifs du fond.

Le mouvement de cette main-d'oeuvre est tellement rapide qu'il suffit de manier la vanne du recrutement, dans un sens ou dans l'autre, pour éviter des chocs sociaux trop violents.

Ici ou là, peut se poser un problème régional : celui du Borinage, par exemple. Mais d'est assez exceptionnel de trouver toute une région atteinte par des fermetures de mines. L'industrie charbonnière belge est en effet localisée dans des aires géographiques relativement restreintes.

D'autre part, le problème social posé par l'assainissement de l'industrie charbonnière est un problème qui dépasse le cadre de cette industrie. Il intéresse l'ensemble de l'économie belge en tout cas, sinon l'ensemble de la Communauté. C'est un problème qui doit de toute façon être résolu par d'autres moyens que par celui de maintenir en vie, de façon permanente et avec des subventions insupportables pour le budget, des mines non rentables.

La continuation indéfinie du système actuel de subventions est absurde, pour la bonne raison qu'il ne mène nulle part.

Dorénavant, l'Etat belge sera seul à subsidier ses charbonnages, parce que toute aide de péréquation a cessé à compter du 10 février 1958, en conformité avec le Traité. Par contre, d'ici 1960, la C.E.C.A. peut encore contribuer puissamment à la réadaptation professionnelle et au remplacement de la partie de la main-d'oeuvre qui serait éventuellement menacée de chômage par suite de fermetures de puits.

Dans ces circonstances, il est dangereux de se contenter de rapports et de contre-rapports en se disant que des subventions permanentes finiront bien par maintenir la situation malsaine. Ce qu'il faut faire, c'est sauver les capacités saines de production tant qu'il en est encore temps. Sans quoi, dans deux ans, il sera tard, et l'ensemble des charbonnages du Sud risque d'être menacé.

Il est urgent de procéder à la rationalisation de l'industrie belge, par des concentrations rapides et des fermetures étalées dans le temps. Les conséquences sociales d'un tel plan devront être exactement déterminées et toutes les mesures nécessaires devront être prises pour mettre la main-d'oeuvre réellement menacée à l'abri du chômage. Je crois, pour ma part, nourri par l'expérience, que le problème peut être résolu à peu de frais.

7. L'AJUSTEMENT PROGRESSIF DE L'INDUSTRIE CHARBONNIERE AUX PRINCIPES DU TRAITE

Le problème des mines non rentables n'intéresse pas que la Belgique, bien que ce soit dans ce pays qu'il se pose avec le plus d'insistance.

Considéré à l'échelle de l'ensemble de la Communauté, c'est un problème qui met en lumière les bases mêmes du fonctionnement du marché charbonnier.

Le problème des mines non rentables n'est pas nouveau, loin de là. Il a reçu, dans le cadre de chaque économie nationale, une solution plus ou moins heureuse, basée sur l'autarcie du pays dans le domaine charbonnier. La voie traditionnelle pour résoudre le problème est artificielle et souvent contradictoire : la production nationale de charbon a été protégée par des mesures douanières ou contingentaires contre la concurrence des charbons étrangers; le gouvernement s'est opposé la plupart du temps au relèvement du prix de vente du charbon, malgré l'augmentation continue des coûts d'exploitation; des subventions et aides diverses ont dû être consenties par l'état à toutes les mines dont la production paraissait indispensable à l'approvisionnement du pays, en économie cloisonnée.

Depuis l'établissement de la Communauté, le problème des mines non rentables et celui de l'économie charbonnière toute entière se sont révélés sous leur vrai jour. Dans un marché commun largement ouvert sur le monde extérieur, il est apparu de plus en plus que les systèmes autarciques traditionnels ne pouvaient plus être valables.

Ainsi s'amorce, grâce à l'établissement du marché commun, un ajustement progressif des conditions d'exploitation des mines aux nécessités économiques à long terme.

Le Traité de la C.E.C.A. s'appuie sur des principes très nouveaux en économie charbonnière, qui prennent d'une façon très nette le contrepied des pratiques traditionnelles dans ce domaine.

Au protectionnisme débilisant et étroit des autarcies nationales, le Traité substitue la notion d'un seul marché, commun à plusieurs pays, et en même temps largement ouvert sur l'extérieur.

Aux prix d'inspiration gouvernementale, le Traité marque la préférence pour des prix plus libres résultant de la concurrence telle qu'il la prévoir entre entreprises de la Communauté et telle qu'il l'organise selon certaines règles de publicité.

Aux subventions et aides gouvernementales de toutes sortes dont bénéficie la production charbonnière, le Traité prescrit de substituer un régime de compétition entre les entreprises.

Il est clair que l'élimination des exploitations non rentables et l'ajustement de la production charbonnière aux nécessités de la concurrence énergétique, ne sont possibles que si les principes de saine économie du Traité se concrétisent peu à peu dans la réalité.

Cette rationalisation en profondeur ne peut toutefois s'effectuer que graduellement.

8. LE FONCTIONNEMENT ACTUEL DU MARCHÉ CHARBONNIER

Si nous voulons comprendre ce qui se passe dans l'économie charbonnière, nous devons toujours tenir compte du caractère assez lent des modifications qui s'y effectuent.

N'oublions pas que la période transitoire, prévue par le Traité pour l'établissement du marché commun, n'a pris fin que le 10 février 1958.

Dans la perspective historique, le marché charbonnier se révèle comme un marché lentement évolutif, ce qui tient à la structure même de l'offre et de la demande qui s'y rencontrent. Ce qui importe, c'est que l'évolution que l'on entrevoit ainsi montre une tendance fondamentale à passer de la concurrence nettement imparfaite du marché traditionnel, à la concurrence déjà plus libre voulue par les auteurs du Traité.

N'attendez pas de moi que je vous fasse un exposé savant sur l'écart qui sépare encore le marché de concurrence réglé, du type communautaire, de celui de concurrence parfaite imaginé par la théorie économique. C'est là une question dont les économistes de profession s'occupent avec la plus grande compétence !

Le charbon, matière de base de chaque industrie nationale dans les pays producteurs, a subi tout particulièrement les contre-coups des régimes protectionnistes qui se sont généralisés dans l'entre-deux-guerres.

Ce qu'il faut bien voir, c'est que, depuis le début de la période transitoire fixée par le Traité au 10 février 1953, l'économie charbonnière est en train - tout doucement - de se dépouiller de ces armatures artificielles.

Si vous voulez bien me permettre une métaphore, je dirai que si la chenille n'est pas encore papillon, elle est déjà chrysalide ...

L'établissement du marché commun du charbon a permis, le 10 février 1953, l'ouverture des frontières entre les six pays membres. Toutes les barrières douanières et contingentaires ont été levées. Les doubles prix du charbon ont été interdits dans le marché commun. Progressivement, des dizaines de discriminations, fondées sur le pays d'origine ou de destination, ont été éliminées des tarifs des transports par voie ferrée. La Haute Autorité a établi des tarifs directs internationaux en fonction de la distance totale parcourue, de façon à éliminer les ruptures de charge aux frontières intérieures de la Communauté.

En conformité avec le Traité, la vente du charbon s'est effectuée dans toute la Communauté selon les barèmes de prix publiés par les producteurs. Ceux-ci sont tenus de respecter les prix indiqués dans leurs barèmes, sauf à s'aligner en baisse sur les prix de vente de leurs concurrents (CECA ou pays tiers).

Mais, en réalité, cette concurrence, bien que définie par le Traité, est encore limitée par les interventions traditionnelles, soit des producteurs eux-mêmes, soit des gouvernements des Etats membres.

Vous n'ignorez pas que les Gouvernements, même depuis 1953, ne se sont pas toujours abstenus d'exercer une action directe ou indirecte sur les prix du charbon. Cette question a été portée plusieurs fois à
/l'ordre

du jour du Conseil de Ministres par la Haute Autorité. D'après les constatations de celle-ci, les efforts des Gouvernements pour continuer d'agir sur les prix du charbon se sont manifestés sous trois formes :

- par voie de réglementation directe des prix maxima, interdite par le Traité; la Haute Autorité a dûment constaté, dans une décision, le caractère illicite de cette pratique qui a disparu depuis;
- par octroi de subventions ou d'aides destinées à abaisser les coûts de production du charbon et à maintenir ainsi les prix de ce produit à un niveau artificiellement bas; la Haute Autorité a obtenu certains résultats dans son action contre ces agissements;
- par action directe auprès des producteurs ou des associations de vente en vue de prévenir les augmentations de prix envisagées; la Haute Autorité a vivement réagi à ces pratiques inadmissibles.

Grâce à la présence des institutions communautaires, le sens général du mouvement est depuis cinq ans clairement orienté vers le perfectionnement du marché charbonnier. Nous pouvons toutefois nous demander si ce perfectionnement ne rencontre pas des limitations déterminées.

La nature même du marché charbonnier semble s'opposer à l'instauration d'une concurrence aussi parfaite entre producteurs qu'elle peut l'être, au sens du Traité, sur le marché sidérurgique par exemple. La rigidité de la production houillère, qui est bien connue, paraît s'accroître avec les années, tandis que la demande de charbon, pour diverses raisons, tend vers plus d'élasticité (il suffit de songer à la concurrence accrue des produits pétroliers). La marge de "marché normal" apparaît singulièrement étroite, surtout dans une période comme celle-ci, d'évolution conjoncturelle rapide. Nous ne sommes jamais très loin, semble-t-il, d'un état de pénurie ou de crise sur le marché, ce qui pourrait risquer de compromettre à long terme l'établissement d'une véritable concurrence entre charbonnages ou entre bassins miniers.

9. CONCLUSIONS

L'avenir de l'industrie charbonnière dépend étroitement des progrès que fera l'économie européenne sur la voie de l'intégration, car celle-ci créerait avec plus de certitude des possibilités meilleures d'expansion économique.

C'est aux institutions communautaires qu'il appartient d'y veiller, en coopération avec les gouvernements des pays membres.

La réalisation progressive du marché commun doit s'accompagner d'une évolution salubre des traditionnelles structures protectionnistes vers des structures plus souples et plus saines.

Une telle évolution est indispensable, même si elle est lente par la nature des choses.

La concurrence réglée vers laquelle tend le marché charbonnier de la Communauté est un élément fondamental dans l'adaptation rationnelle que devra nécessairement subir l'industrie charbonnière pour faire face à la concurrence croissante des autres sources d'énergie et du charbon en provenance des pays tiers.

Il faut voir en effet le problème charbonnier dans la perspective de l'approvisionnement énergétique dans son ensemble et à long terme.

La mission essentielle de la Communauté est de contribuer à l'expansion économique, au développement de l'emploi et au relèvement du niveau de vie. Un des impératifs majeurs qu'elle doit absolument respecter à cet égard est de mettre à la disposition de l'économie des pays membres une énergie abondante, à des prix qui permettent aux industries transformatrices de vendre leur production accrue sur le marché mondial.

Si les organes de la Communauté peuvent et doivent utiliser tous leurs moyens et tous leurs pouvoirs pour faire face à la situation d'un moment déterminé, il y a un écueil qu'ils doivent à tout prix éviter : c'est le renchérissement du prix de l'énergie dont ils ont besoin par rapport au prix de l'énergie dont leurs concurrents, en dehors de la Communauté, ont besoin.

Je ne puis admettre l'argument avancé par certains producteurs charbonniers, selon lequel le charbon est d'avance condamné à l'échec si on ne le protège pas contre la concurrence accrue des produits pétroliers.

En fait, on veut établir par ces mesures protectionnistes un équilibre artificiel dans la concurrence de produits qui ont des marchés à structures tout à fait différentes.

Aucun équilibre de ce genre n'est possible entre un marché charbonnier de dimensions régionales et un marché pétrolier d'importance mondiale. La production et la distribution des produits charbonniers et pétroliers s'effectuent dans des conditions tout à fait différentes.

Il est plus réaliste de se dire qu'il n'y aura pas de lutte concurrentielle à mort - qui tournerait nécessairement au désavantage des producteurs charbonniers - parce que même les pétroliers aiment beaucoup le profit.

Ce n'est que théoriquement que l'argument des charbonniers se révèle exact, car les pétroliers, eux aussi, sont limités par le niveau de leurs coûts dans leurs actions de baisse de prix. D'autre part, nous ne devons pas perdre de vue que les pétroliers ont à faire face, dans leur exploitation, à des investissements extrêmement lourds, et devenant de plus en plus lourd au fur et à mesure du développement de leurs ventes.

Enfin, j'attire l'attention des producteurs charbonniers sur le fait que tout n'a peut-être pas été mis en oeuvre pour améliorer la qualité du charbon. Je pense surtout ici aux possibilités de concurrence que le charbon peut encore conserver dans le secteur domestique par une amélioration de sa qualité pour les poêles individuels et pour son usage dans le chauffage des grands îlots d'habitation.

Le vendeur de charbon doit agir d'abord pour se défendre. Enfin, je le répète, il faut que tout le monde prenne conscience que, si les actions de la Communauté devaient avoir comme résultat de produire et d'importer de l'énergie à un coût croissant plus que proportionnellement aux coûts de l'énergie utilisée en dehors de la Communauté, celle-ci ne serait plus en mesure de remplir sa mission.

En d'autres termes, si, pour protéger son industrie charbonnière dans sa structure actuelle, la Communauté devait imposer des charges spéciales à l'ensemble de l'énergie consommée, elle irait à l'encontre des buts évolutifs qu'elle doit poursuivre et, dès ce moment, sa vie même serait en péril. J'ai la certitude que nous disposons d'autres moyens pour maintenir au charbon une place honorable.

J'ai la conviction que, tenant compte de nos besoins en énergie, le charbon peut encore jouer un très grand rôle dans la couverture de ces besoins, à condition de répondre aux trois impératifs suivants :

- rationalisation négative et positive de l'exploitation minière en concentrant les hommes et les capitaux nécessaires dans les sièges à grande productivité, augmentant ainsi la sécurité du mineur et garantissant une plus grande continuité dans son emploi;
- valorisation du charbon dans les entreprises produisant de l'énergie secondaire ou des produits chimiques et amélioration constante de la qualité;
- mise en application d'initiatives d'ordre commercial sur le marché beaucoup plus dynamiques que dans le passé.

Voilà ma dernière conclusion.

Excellence, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je tiens à vous remercier pour votre indulgence, votre patience et votre bienveillante attention.